

2007

Société pour
les peuples
menacés

Une voix pour les persécutés.

Editorial	3
Campagnes	4
Guyane	4
Soudan	4
Bosnie-Herzégovine	5
Kurdistan	6
Chine	7
Projets	8
RD Congo	8
Afghanistan	8
Tchéchénie	9
Finances	10
Rapport des prestations financières	10
Bilan	11
Comptes annuels	12
Personnel	14
Association	15
Talon	16

Edition:

Société pour les peuples menacés Suisse
Wiesenstrasse 77, CH-3014 Bern
Tél.: 031 311 90 08/ Fax: 031 311 90 65
E-mail: info@gfbv.ch
Internet: www.gfbv.ch
Compte CCP: 30-27759-7

Rédaction:

Géraldine Ayer, Franziska Stocker

Organisation:

Design: SPM
Mise en page: Géraldine Ayer, Franziska Stocker
Impression: Fotorotar AG, Egg/ZH
Traductions: Géraldine Ayer, Helena Herrera, Caroline Imesch,
Christiane Gaeumann, Emmanuelle Pasqualetto

Sources photographiques:

Nous remercions les photographes pour l'utilisation gratuite de leurs clichés.

Page de titre: Christoph Wiedmer; **p.3 & 4:** Amerindian Association of Guyana (APA); **p. 5:** Archive SPM Allemagne;
p. 6: Kaspar Haller; **p. 7:** SPM Suisse;
p. 7: Manuela Wilhelm; **p. 8:** Alan Meier **p. 9:** Alan Meier
p. 10: Tobias Wernle ; **p. 14:** Manuela Wilhelm
Portraits: SPM

Tirage:

3'000 exemplaires

Copyright:

2008 Société pour les peuples menacés Suisse



La Société pour les peuples menacés est une organisation d'utilité publique reconnue par le ZEWO.

Un engagement conséquent au service des minorités et des peuples indigènes

Avec les deux formules chocs « Pas de commerce avec la mort » et « Dédommagement de 10 millions de dollars pour les peuples indigènes des forêts tropicales », la Société pour les peuples menacés (SPM) a attiré l'attention, en 2007, sur le conflit au Darfour et sur les violations des droits des peuples autochtones par l'industrie forestière. Dans un cas comme dans l'autre, de grandes banques suisses sont impliquées de manière inacceptable. C'est pourquoi, dorénavant,



la SPM s'engage à veiller à ce que l'économie soit plus attentive au respect des droits de l'Homme.

En 2007, la SPM a également conduit des projets de soutien des droits de l'Homme en Afghanistan, en Tchétchénie et dans le bassin du fleuve Congo. De plus, elle s'est engagé en faveur des minorités du Nord de l'Irak, de Bosnie et de Chine. Grâce à l'engagement de ses collaboratrices et collaborateurs, la SPM parvient de mieux en mieux à convaincre les politiques, tant au niveau national qu'international. Nous informons

régulièrement nos membres, nos bienfaiteurs et toutes les personnes intéressées par l'actualité des droits de l'Homme, grâce à notre revue « Vielfalt - Nouvelles » et à notre newsletter électronique.

En 2007, la SPM a entrepris une réflexion en profondeur sur le développement de l'organisation. Elle a ainsi décidé de se concentrer à l'avenir sur le thème de la défense des droits des minorités et des peuples indigènes. La SPM veut aussi être plus active au niveau du « campaigning ». En effet, elle souhaite utiliser d'autres instruments de campagne pour augmenter son influence dans l'espace public. Elle a donc impérativement besoin du soutien de nouveaux membres et donateurs dans son travail en faveur des droits de l'Homme.

La SPM a vécu une année fructueuse, riche en activités variées et ceci, grâce à votre soutien. Nous remercions de tout coeur tous nos membres, nos bienfaiteurs, les fondations et les organisations partenaires, les communes, les Eglises et les institutions étatiques pour leur soutien tant idéologique que financier. Nous remercions également les membres du comité, les collaborateurs et collaboratrices de la SPM et tous ceux et celles qui fournissent un travail bénévole.

Chers membres de la SPM, chères lectrices, chers lecteurs, violer les droits de l'Homme conduit dans bien des pays à des situations dramatiques. C'est pourquoi nous ne pouvons plus nous taire et avons urgemment besoin de votre soutien pour poursuivre notre travail.

Dr Ruth-Gaby Vermot-Mangold
Présidente

Christoph Wiedmer
Directeur



*Dr. Ruth-Gaby
Vermot-Mangold,
Présidente de la
Société pour les
peuples menacés
Suisse*

Guyane: Le Crédit Suisse et l'entrée en bourse très controversée de la multinationale forestière Samling

La SPM a appris mi-février que la grande banque Suisse, Credit Suisse (CS), projetait d'organiser la cotation en bourse du consortium malais de bois tropical Samling à Hongkong. Samling a toujours été pointé du doigt pour ses abus en matière de droits de l'Homme vis-à-vis des peuples indigènes de Malaisie et de Guyane. De plus, l'entreprise est critiquée en raison de ses activités illégales et de la destruction de l'habitat des indigènes. La SPM et le Fonds Bruno-Manser (FBM) demandaient au CS de renoncer à l'exécution de la cotation en bourse. Le CS s'est toutefois appuyé sur des résultats d'analyse internes et a refusé d'accéder à cette demande.



*Christoph Wiedmer,
directeur*

En mai, la SPM et le FBM ont invité en Suisse des représentants des peuples indigènes de Malaisie et de Guyane. Ils ont témoigné lors d'une conférence de presse à Zurich sur les activités illégales de Samling. La SPM demandait au CS de se défaire de tous ses contacts commerciaux avec Samling et de mettre à disposition des peuples indigènes les gains de la cotation en bourse -estimé à 10 millions de dollars par les spécialistes - comme compensation pour les dommages causés. Par ailleurs, grâce à la SPM, les délégués indigènes ont pu pour la première fois exprimer personnellement leurs préoccupations vis-à-vis de la banque. De plus, leur position a été présentée par écrit lors de l'assemblée générale des actionnaires. Les effets ont été immédiats: Quelques semaines plus tard, la multinationale forestière s'est retirée de l'exploitation controversée qu'elle menait dans deux communes indigènes, en Guyane

; un succès indubitable de la campagne de la SPM. En outre, en automne, le gouvernement de Guyane a amendé Samling à cause de ses activités déployées



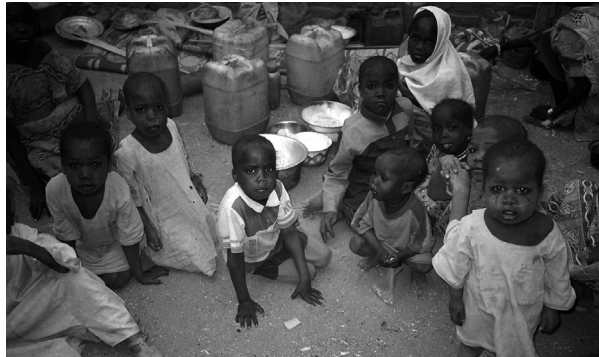
illégalement. Le CS a assuré à la SPM qu'une nouvelle analyse plus sévère serait menée avant que d'autres services soient effectués pour le compte de Samling : un tout petit pas en direction de la responsabilisation des grosses entreprises.

Soudan : Pas de commerce avec la mort

La guerre entre le gouvernement soudanais et divers groupes rebelles africains dans l'ouest du Soudan est toujours d'actualité. La population civile est particulièrement touchée. Plus de 2 millions d'hommes et de femmes ont dû fuir, des centaines de milliers de personnes ont perdu la vie. Les milices Janjawid qui sont financées par le gouvernement soudanais ont la réputation d'être spécialement brutales.

Les diverses tentatives politiques initiées par l'ONU ainsi que la signature d'un accord de paix n'ont pas arrêté les massacres. Cette guerre, qui possède clairement les caractéristiques d'un génocide, est financée en majeure partie par des rentrées d'argent de l'exploitation pétrolière. C'est pourquoi, la pression économique sur le régime soudanais reste la dernière mesure efficace.

Début octobre, la SPM invitait les banques suisses à retirer leurs investissements dans diverses entreprises pétrolières actives au Soudan (désinvestissement). À elles seules les banques UBS et Credit Suisse déti-



ennent un total d'actions d'une valeur approximative de 6 milliards de dollars dans des filiales d'entreprises impliquées dans le génocide au Darfour. Lors d'une conférence de presse, la SPM a relevé l'importance de la prise en compte des droits de l'Homme, également de la part des instituts financiers suisses. Une large couverture médiatique a appuyé les propos de la SPM.

La SPM a essayé en vain d'empêcher l'UBS de réaliser l'entrée en bourse de l'entreprise pétrolière chinoise PetroChina, en novembre 2007. Celle-ci est connue pour ne pas respecter les droits de l'Homme. La vente des actions de PetroChina, d'une valeur d'environ 5,9 milliards de dollars, a été une bonne affaire pour l'UBS.

La SPM a également lancé une campagne, dans le but d'informer la population suisse de l'implication problématique des banques au Darfour. Elle a fait publier une annonce dans un quotidien important, sur laquelle apparaissait un crâne. Cette annonce recommandait aux lecteurs, clients de certaines institutions financières, de demander à leur banque où était investi leur argent. L'annonce a beaucoup intéressé les membres de la SPM.

La Bosnie-Herzégovine : Réflexion critique sur le passé

Plus d'une décennie après la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine la réflexion critique sur le passé reste une préoccupation centrale en ce qui concerne les droits de l'Homme. Tant que les crimes ne sont pas reconnus et les coupables punis il ne peut y avoir de paix durable ni de réconciliation entre les populations serbes, croates et musulmanes.

Au mois de mars 2007, la SPM publiait une édition de la revue Nouvelles spécialement sur ce thème. La parole était donnée à la directrice de la section de la SPM en Bosnie-Herzégovine, Fadila Memisevic, ainsi qu'à d'autres experts. Ils désapprouvent l'intérêt international décroissant concernant cette thématique. De la même manière, ils ont dénoncé le manque de volonté politique



*Franziska Stocker,
responsable de la
communication*

et sociale en Bosnie d'aborder le passé de la guerre, plus particulièrement en République Srpska, constituée en majeure partie par des Serbes.

Le manque de volonté de la justice de punir les crimes de guerres en Bosnie-Herzégovine a aussi préoccupé la SPM. Au mois de novembre, elle a présenté à Berne le documentaire « La liste de Carla ». Ce film montre le travail difficile de l'ancienne procureure du Tribunal international pour l'Ex-Yougoslavie, Carla Del Ponte. Ensuite Fadila Memisevic, la directrice du programme d'aide aux témoins et aux victimes du tribunal de l'ONU pour les crimes de guerre Barbara Ludwig, ainsi que la journaliste Renate Metzger-Breitenfellner ont participé à un débat. Celui-ci avait pour thème la poursuite des auteurs de crimes de guerre en Bosnie. L'événement à Berne a connu un véritable succès. Les trois femmes ont fortement critiqué le fait que les deux criminels de guerre Mladic et Karadzic recherchés par le tribunal de l'ONU pour les crimes de guerres soient toujours en fuite. De plus, les accords de Dayton ont conduit à un blocage politique et économique de la Bosnie. Néanmoins, les participant-e-s au podium attendent beaucoup du rapprochement de la Bosnie avec l'Union Européenne ; pour atteindre ce but il faudra pourtant que la communauté internationale montre la volonté nécessaire.



*Kaspar Haller,
responsable des
affaires politiques*

Kurdistan : Surmonter le passé et soutenir la reconstruction

En mars 2007, la SPM a lancé une manifestation publique, en souvenir de la campagne Al-Anfal, menée par Saddam Hussein. Les opérations militaires exécutées de 1986 à 1989 dans le cadre de cette campagne ont fait

environ 200'000 victimes kurdes, sans compter les 11,5 millions, qui furent déplacés de force vers des camps. Lors de la manifestation, intitulée « Filmer contre l'oubli », la SPM a présenté le film du réalisateur kurde Mano Khalil « Al Anfal – au nom d'Allah, Baath et Saddam ».



A l'occasion du podium qui suivit, des professionnels reconnus, comme le spécialiste du droit international Marc Henzelin et l'expert pour le Transitional Justice Jonathan Sisson, s'exprimèrent sur le potentiel de différents moyens permettant de surmonter le passé, après des crimes de guerre.

Au printemps, la SPM emmenait une délégation de parlementaires et de journalistes dans la région autonome du Kurdistan, au Nord de l'Irak. Depuis la chute de Saddam Hussein, une chance unique de construire une société autonome démocratique et pacifique s'offre à elle. Ce voyage édifiant avait comme but primordial d'étudier les développements actuels concernant la

démocratie et les droits humains sur place. Les besoins et les possibilités devaient ensuite être évalués, afin que le soutien international soit efficace. C'est dans ce but que la délégation-SPM rencontra des représentants du parlement régional kurde et de l'administration régionale ainsi que de plusieurs organisations des droits humains et des droits des minorités. Après le voyage, la SPM a évalué différentes idées de projet d'organisations irakiennes et kurdes, pour le compte des organisations suisses intéressées. Elle recommanda finalement aux mandataires la collaboration avec une organisation de développement prospère et active sur place depuis des années, appelée WADI e.V.



Chine : Répression massive envers les Ouïghours musulmans

La situation des droits humains des Ouïghours, une minorité musulmane de la République populaire de Chine, est comparable à celle des tibétains sur bien des points :

Les Ouïghours sont victimes de grosses discriminations dans les domaines de l'éducation, de la santé et sur le marché du travail. Leurs droits culturels sont bafoués massivement par le gouvernement chinois. Par une politique de « colonisation » chinoise agressive et par le contrôle des naissances dans la région du Turkestan oriental, où habitent les Ouïghours, le gouvernement chinois crée les conditions propices à les affaiblir. Ceux-ci, en devenant une minorité, perdent de plus en plus leur poids décisionnel. Les Ouïghours qui sont actifs en politique doivent s'attendre à être emprisonnés, torturés et même exécutés.

En février la militante ouïghoure des droits humains Rebiya Kadeer, plusieurs fois candidate pour le prix Nobel de la Paix, a visité la SPM. De leurs échanges est née l'idée d'organiser une action publique. Le but était de rendre la Suisse attentive à la situation difficile endurée par les Ouïghours en Chine, concernant leurs droits humains.

La parution de la biographie de Rebiya Kadeer « Die Himmlsstürmerin » a donné l'occasion à la SPM d'organiser une lecture à Berne, en juin. Le journaliste pour la NZZ Oswald Iten introduisit le thème de la soirée et l'actrice suisse Heidi Maria Glössner donna vie au récit de Rebiya Kadeer, en lisant quelques passages. La description de son emprisonnement en Chine, en raison de son engagement pour les droits humains mais aussi les actions répressives du gouvernement chinois à l'encontre des membres de sa famille émurent particulièrement l'assemblée. La militante des droits humains répondit aussi aux questions. Cette manifestation couronnée de succès réunit un public d'environ 100 personnes.



*Shoma Chatterjee,
coordinatrice de
projet*

Bassin du Congo : participation des peuples indigènes des forêts à l'exploitation forestière

Cela fait des années que les forêts tropicales du bassin du Congo sont déboisées drastiquement, alors qu'elles sont à la base de la vie d'environ 40 millions d'êtres humains dont les pygmées et d'autres peuples indigènes des forêts. Il existe certes des lois qui protègent les droits des peuples indigènes en matière d'exploitation forestière, mais elles ne sont guère respectées. Voilà les raisons qui, en 2007, ont amené la SPM à démarrer un nouveau projet, dont le but est d'instaurer une politique socialement acceptable en matière d'exploitation du bois. Des industries suisses du bois qui possèdent de grandes concessions forestières dans cette région sont dans le collimateur de la SPM.

Des experts internationaux mandatés par la SPM sont allés à la rencontre des peuples indigènes des forêts vivant dans les régions sélectionnées. Ensemble, ils ont analysé les problèmes et les conflits existants, et ont discuté avec les compagnies de bois au sujet des répercussions de l'exploitation forestière sur la vie des peuples indigènes. C'est d'un commun accord avec tous les participants que l'élaboration de solutions types a vu le jour. A cette occasion, la SPM a essayé d'établir le principe international du consentement préalable libre et informé (CPLI) qui garantirait aux peuples indigènes le droit de codécision en matière d'exploitation forestière, ainsi qu'une indemnité de leur choix en contrepartie de la pratique de l'exploitation de la forêt menée par les compagnies de bois. En collaboration avec Greenpeace, la SPM a organisé une conférence de presse devant la Halle Masoala au zoo de Zürich. La SPM a demandé

à ce que les industries suisses du bois renoncent à l'exploitation de la forêt dans les zones non endommagées, et fassent certifier FSC toutes les nouvelles concessions. A cet égard, elle a sommé les travailleurs suisses du bois de n'acheter, dans les pays tropicaux, que du bois certifié FSC.

Afghanistan : éducation dans le domaine des droits de l'Homme

Le but du Réseau de la société civile et des droits de l'Homme (CSHRN) fondé en 2004 est d'aider les Afghans dans leur combat pour le respect des droits humains sur tout le territoire. Soutenu par la SPM Suisse



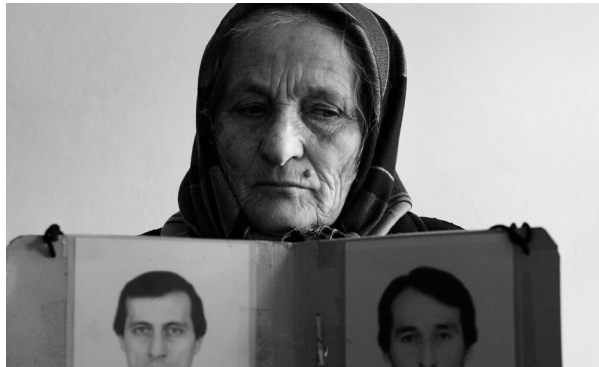
*Regula Hafner,
coordinatrice de
projet*



et l'Institut danois pour les droits de l'Homme, le CSHRN est composé de 58 organisations non gouvernementales locales, et son secrétariat se trouve à Kaboul, dans la capitale de l'Afghanistan.

En 2007, la SPM a concentré son action sur la formation et sur l'accompagnement du personnel du secrétariat

en matière de développement de l'organisation et de la gestion de projet. C'est à cet effet que la responsable du projet a profité d'un séjour d'environ trois mois dans le pays pour mener à bien divers ateliers et assister le secrétariat dans la réalisation de son travail quotidien. Des informations relatives à la situation de la femme en Afghanistan ont été rapportées dans une édition de la revue de la SPM. Le CSHRN a pu renforcer sa présence et dispose aujourd'hui de trois bureaux de coordination



situés dans des régions stratégiquement importantes telles que Herat, Mazar e Sharif et Jalalabad. De plus, le CSHRN a pu se constituer en interlocuteur crédible auprès des institutions nationales et internationales et des organisations. Ses prises de position concernant des événements importants ont reçu beaucoup d'attention en Afghanistan. Le CSHRN a aussi élaboré un nouveau manuel qui traite des droits des femmes en Afghanistan. Cet ouvrage doit servir de base pour les formations des organisations membres du réseau.

Tchéchénie: renforcement de la société civile

A première vue, et comme nous l'avons mentionné dans la revue n° 63 de „Nouvelles“, la situation s'est normalisée en Tchéchénie au cours de l'année 2007. Le travail de reconstruction a progressé considérablement, et la situation de sécurité s'est améliorée. Le conflit n'est cependant pas résolu pour autant. Le fait que des violations des droits de l'Homme continuent néanmoins à être commises est particulièrement problématique aux yeux de la SPM. C'est grâce au don d'une fondation privée que la SPM a pu se retrouver à la tête d'un projet qui a pour but de rassembler, d'analyser et de diffuser du matériel d'information concernant le conflit en Tchéchénie dès le début des années 1990. La SPM a pu compter, à ce titre, sur l'aide d'une importante organisation des droits de l'Homme tchéchéne, dont nous ne mentionnerons pas le nom pour des raisons de sécurité.

En début d'année, la coordinatrice de projets de la SPM a pu se rendre pour la première fois à Grozny et y rencontrer les collaborateurs du Forum de la société civile tchéchéne (CCSF). Cette organisation partenaire, créée en collaboration avec la SPM, réunit de nombreuses organisations d'aide tchéchénes, ainsi que des personnalités qui militent en faveur de la paix dans la région en situation de crise. Aussi bien lors de réunions avec d'autres ONG et organisations internationales que lors de rencontres avec des représentants de l'administration tchéchéne tels que le médiateur pour les droits humains, de nouveaux contacts ont pu être créés. De plus, la SPM a pris part, en Belgique, à la troisième assemblée annuelle de la CCSF, lors de laquelle était à nouveau organisé un atelier de formation.



*Marcel Bärtschi,
collaborateur des
ressources*

Rapport des prestations financières

Avec des dépenses de 984'223.- CHF et des recettes de 1'034'279.- CHF, la SPM a clôt l'année 2007 avec un excédent réjouissant de 18'762.- CHF. Le capital de l'organisation s'élevait à 79'634.- CHF au 31.12.2007. La liquidité était assurée durant l'ensemble de l'année, même les obligations de la SPM émanant des fonds destinés à des fins déterminées. La SPM disposait encore de 34'000.- CHF pour l'année 2008 en provenance du fonds libre et de 146'334.- CHF pour ses projets destinés à des fins déterminées.



Concernant les dépenses, les charges salariales ont quelque peu augmenté, comparé à l'année 2007. Dans le domaine de la communication, qui englobe aussi les activités de marketing de la SPM, avec un montant de plus de 365'000 CHF, l'augmentation des dépenses par rapport à l'année précédente est significative, mais les recettes ont aussi augmentées, conformément à la stratégie de la SPM, visant à accroître le nombre de membres. Ainsi, la SPM a gagné cette année 2007 en-

viron 3'000 nouveaux membres, ce qui élève le nombre total de membres à 6'500. Les dépenses de la totalité des projets de la SPM ainsi que du travail politique et de campagne ont augmenté de manière significative, en comparaison avec l'année dernière. Des projets plus modestes ont aussi été cofinancés par la SPM ; par exemple une école pour les indiens de l'Amazonie, au Brésil. Concernant les recettes, on constate une augmentation, grâce à la contribution des membres et des dons.

Bilan et comptes annuels

Le bilan et les comptes annuels ont été contrôlés par le bureau d'experts comptables TIS GmbH. Selon leur rapport, les comptes annuels reflètent fidèlement l'état de la fortune, des finances et des résultats de la SPM et coïncident avec les exigences de Swiss Gaap RPC, la loi suisse et les statuts de la SPM Suisse. En outre, TIS confirme que la SPM a respecté les conventions du ZEWO. Ce label de qualité garantit une gestion consciencieuse et transparente des dons.

Les coûts administratifs du secrétariat et les charges salariales ne sont pas pris en charge par d'autres types de dépenses mais sont assurés en totalité par l'administration, à l'exception des salaires qui sont financés par les projets. La comptabilité ne montre pas tous les déplacements de fonds. En effet, le partenaire de la SPM pour le projet Afghanistan DIHR a co-administré la plus grande partie de la somme mise à disposition pour ce projet (un volume total d'environ 2 millions de CHF sur 2 ans). En outre, une partie des fonds pour le projet au Congo est investie directement sur place par le partenaire de la SPM, Intercooperation (le total des coûts du projet s'élevant à environ 150'000 CHF).

Bilan***31.12.2007****31.12.2006****Actifs**

Disponibilité	332'108.22	261'478.85
Créances	30'098.25	2'971.15
Régularisation comptable des actifs	4'740.90	4'740.90
Actif circulant	366'947.37	269'190.90
Mobilier, installations	1.00	1.00
Actif immobilisé	1.00	1.00
Total Actifs	366'948.37	269'191.90

Passifs

Engagements à court terme	74'608.00	51'494.05
Autres fonds de tiers à court terme	32'371.85	7'785.00
Total capital étranger	106'979.85	59'279.05
Total des fonds libres	34'000.00	0.00
Total capital fonds	146'334.35	149'040.57
Capital de l'organisation	60'872.28	49'815.57
Gain/perte de l'année respective	18'761.89	11'056.71
Total capital de l'organisation	79'634.17	60'872.28
Total Passifs	366'948.37	269'191.90

* Le bilan ainsi que les comptes annuels complets peuvent être commandés auprès de la SPM et téléchargés du site web.

Comptes annuels

Revenu

	2007	2006
Cotisations des membres	254'286.20	81'609.27
Cotisations stands Swissassist	5'803.20	187'110.95
Cotisations stands Social Reform	291'878.15	46'784.50
Contributions organisations, secteur public	76'832.00	5'600.00
Contributions org., secteur public (fonds liés)	229'555.50	368'974.67
Contributions de campagnes de fonds (fonds liés)	4'223.00	6'772.00
Contributions émanant de consultations politiques	4'250.00	10'000.00
Total contributions	866'828.05	706'851.39
Dons	117'222.77	49'402.15
Campagne de fonds 3/04 Soudan	0.00	200.00
Campagne de fonds 1/05 Roms	0.00	1'119.35
Campagne de fonds 2/05 autochtones Brésil	0.00	1'450.00
Campagne de fonds 3/05 Afghanistan	100.00	525.00
Campagne de fonds 4/05 San	660.00	5'310.00
Camp. de fonds 1/06 livres d'enfants Tschétchénie	5'230.00	12'186.31
Campagne de fonds 2/06 Congo&Balkans	611.80	11'488.65
Campagne de fonds 4/06 peuples de l'Arctique	11'032.40	7'627.00
Campagne de fonds Hmong	14'351.50	0.00
Campagne de fonds Samling	5'347.70	0.00
Campagne de fonds Darfour	5'321.20	0.00
Reports aux fonds émanant de camp. de fonds	-4'223.00	-4'782.00
Total Dons	155'654.37	84'526.46
Vente calendriers	6'757.65	8'502.00
Abonnements Vielfalt / Nouvelles	4'305.20	5'544.00
Contributions Sponsoring et Annonces	0.00	403.10
Intérêts	296.50	125.40

Revenu

	2007	2006
Autres revenus	437.20	10.00
Dissolution des provisions	0.00	2'168.00
Total autres revenus	11'796.55	16'752.50
Total Revenu	1'034'278.97	808'130.35

Charges

Salaires (tous les collaborateurs)	-359'522.04	-298'406.90
Charges sociales	-51'495.11	-40'008.30
Salaires financés par les fonds, déduits des projets	108'118.03	145'147.40
Formation du personnel	-550.00	0.00
Loyer et charges	-22'166.90	-23'793.80
Matériel de bureau	-8'075.75	-4'097.65
Ports divers	-4'523.51	-1'357.05
Téléphone, téléfax, site web	-5'642.60	-6'305.70
Frais de déplacement divers	-745.20	-1'537.50
Frais divers	-5'966.87	0.00
Frais bancaires et postaux	-1'952.78	-1'235.10
Assurances	-437.80	-430.40
Acquisitions du secrétariat	-16'460.75	-5'382.45
Rapport annuel	-2'959.20	-3'817.35
Révision, Zewo	-1'991.40	-3'707.35
Divers	-4'238.33	-5'560.55
Charges de l'admin. fin. par fonds, déduit des proj.	46'589.55	36'359.00
Total charges de l'administration	-332'020.66	-214'133.70
Prise en charge des membres	-3'212.10	-3'414.90
Publication Vielfalt	-26'548.23	-24'329.65

Comptes annuels

Charges

	2007	2006
Publication Nouvelles	-4'251.25	-4'447.10
Campagne de stands Swissassist	-6'244.24	-77'450.62
Campagne de stands Social Reform	-292'597.60	-51'635.13
Camp. de fonds 1/06 livres d'enfants Tchétchénie	0.00	-4'386.90
Camp. de fonds 2/06 Congo&Balkans	0.00	-5'612.55
Camp. de fonds 4/06 peuples de l'Arctique	0.00	-6'699.95
Camp. de fonds Hmong	-5'812.00	0.00
Camp. de fonds Samling	-5'245.35	0.00
Camp. de fonds Darfour	-8'959.51	0.00
Relations publiques et médias, internet	-2'153.70	-500.00
Achat calendrier et matériel d'information	-4'889.85	-5812.29
Coûts de consultations et frais divers	-5'828.65	0.00
Total charges de la communication	-365'742.48	-184'289.09
Projet éducation droits de l'Homme Afghanistan	-123'299.52	-156'325.83
Projet archive Tchétchénie	-33'776.76	-58'054.85
Projet forum Tchétchénie	-59'952.23	0.00
Projet Afrique bois Holz (FPIC)	-6'812.21	-621.10
Projet Afrique droits des autochtones	0.00	-74'200.00
Projet expo Romandie	0.00	-18.00
Contrib. à des projets externes (fonds liés)	-2'744.00	-11'163.00
Contr. à des projets externes (fonds liés)	-10'000.00	-14'554.22
Cotisation de membre à SPM Internationale	-5'004.00	-4'820.40
Contrib. à des projets externes	0.00	-10'000
Total charges des projets	-241'588.72	-329'757.40
Coûts administratifs des dossiers	-40'738.25	-2'352.45
Coûts administratifs campagne ILO	-67.00	0.00

Charges

	2007	2006
Coûts admin. campagne gens de voyage	-149.80	0.00
Coûts admin. campagne Europe de l'Est	-2'170.89	0.00
Coûts admin. campagne Kurdes	-50.00	0.00
Coûts admin. autres dossiers politiques	-1'695.50	0.00
Total coûts administratifs des dossiers	-44'871.44	-2'353.45
Total charges	-984'223.30	-730'533.64
Résultat extraordinaire	0.00	0.00
Total résultat extraordinaire et externe	0.00	0.00
Revenus de fonds internes liés	0.00	0.00
Attributions de fonds liés	-233'778.50	-371'487.00
Utilisations de fonds liés	236'484.72	304'947.00
Transfers de fonds internes liés	0.00	0.00
Total fonds liés	2'706.22	-66'540.00
Revenus de fonds internes libres	0.00	0.00
Attributions de fonds libres	-34'000.00	0.00
Utilisations de fonds liés	0.00	0.00
Transfers de fonds internes liés	0.00	0.00
Total fonds libres	-34'000.00	0.00
Résultat avant attribution au capital de l'organ.	18'761.89	11'056.71
Bénéfice net annuel	18'761.89	11'056.71

La SPM en 2007

La SPM souhaite remercier de tout cœur les nombreuses personnes qui ont collaboré au sein de l'organisation, soit dans le cadre d'un stage, soit en travaillant comme bénévole. Les nombreuses heures de travail que ces personnes ont accompli en tant que collaborateurs dans différents domaines sont très précieuses. Nous remercions également vivement les membres du comité pour leur travail à titre honorifique.

Ce travail bénévole signifie une énorme plus-value pour la SPM : En 2007, les collaborateurs bénévoles et les membres du comité ont travaillé en tout 6'714 heures pour notre organisation. Pour un salaire horaire de 25 CHF, cela correspond à un montant de 167'850 CHF.

Comité: Ruth-Gaby Vermot-Mangold (présidente), Göpf Berweger (président adjoint), Sonja Beeli-Zimmermann (depuis novembre), Remo Gysin, Thomas Huonker, Josef Lang, Silvie Schulze (jusqu'à novembre), Carlo Sommaruga (depuis novembre), Urs Zschokke

Directeur, responsable de projets:

Christoph Wiedmer

Responsable de la communication, secrétaire générale adjointe:

Franziska Stocker

Responsable des affaires publiques: Kaspar Haller

Responsable des ressources: Andrea Adam (jusqu'à mars)

Collaborateur ressources: Marcel Bärtschi

Coordination de projets: Shoma Chatterjee (Programme Tchétchénie), Manuela Wilhelm (Projet Afghanistan, jusqu'à juillet), Regula Hafner (Projet Afghanistan, depuis août)

Collaboration à la communication: Sarah Aeschbacher, Alexandre Brunner, Rachele Duss, Sylvia Emch, Lukas Rüefli

Collaboration aux affaires publiques: Martin Alder, Seraina Caviezel, Simone Greminger, Bettina Schucan, Stephanie Schwab, Natalia Varsova

Collaboration aux projets: Christian Gebhart, Mélanie Gomes

Collaboration aux ressources: Elizabeth Ndungi, Werner Meyer



Collaboration rédactionnelle Vielfalt/Nouvelles: Peter J. Betts, Anne-Chantal Daum, Alexandra György, Florian Lüthy

Traductions: Martina Amstutz, Nicolas Aubert, Francine Castella, Sylvia Emch, Christiane Gaeumann, Emmanuel Gaillard, Fabienne Ghali, Marine Girardin, Michaël Girod, Barbara Grauwiler, Noemi Helfenstein, Helena Herrera Puska, Nicole Hüsler, Helen Kilchhofer, Karine Matusia, Rebecca Nakasche, Emmanuelle Pasqualetto, Sabine Scheiben

La SPM Suisse en tant qu'association

La Société pour les peuples menacés Suisse (SPM Suisse), qui a son siège à Berne, est membre de la Société pour les peuples menacés International. En tant que tel, elle a un statut consultatif auprès du Conseil économique et sociale (ECOSOC) de l'ONU à Genève et auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg. La SPM Suisse est indépendante sur le plan institutionnel, mais travaille selon les principes de la SPM International.

Fondements juridiques

Nom:

Gesellschaft für bedrohte Völker Schweiz
 Société pour les peuples menacés Suisse
 Società per i popoli minacciati Svizzera
 Societat per ils pievels periclitads Svizra

Forme juridique:

Association

Statuts:

Les statuts ont été adoptés par l'assemblée constitutive du 20 mai 1989 et révisés la dernière fois par l'assemblée générale du 13 octobre 2006 à Berne.

But de l'association (cf. lignes directrices)

La SPM est une organisation de défense des droits de l'Homme qui s'engage pour les minorités et les peuples autochtones persécutés ainsi que pour la diversité culturelle. Le travail de la SPM est empreint de l'idée que les droits de l'Homme sont universels. La SPM documente les violations des droits de l'Homme, informe et sensi-

bilise le public sur les questions relatives aux droits de l'Homme et elle représente les intérêts des victimes contre les administrations et les instances décisionnelles. La SPM soutient au niveau local les efforts qui s'inscrivent sur le long terme et qui visent au renforcement des droits des minorités et des peuples autochtones, ainsi qu'à la diversité culturelle. La SPM travaille au niveau national et international avec des organisations et des personnes qui poursuivent les mêmes buts que la SPM.

Organes

Assemblée générale

L'assemblée générale est l'organe supérieur de la SPM Suisse. Elle élit les membres du comité (mandat de deux ans) et les réviseurs des comptes (mandat d'un an). Lors de l'assemblée annuelle, les membres votent le rapport annuel et les comptes annuels. La présidente a été réélue lors de l'assemblée générale de novembre 2007. Les autres membres du comité se représenteront à l'élection lors de l'assemblée de 2008 ou de 2009.

Comité

Le comité est l'organe directeur de la SPM Suisse. Il est responsable de la direction générale des affaires et de l'orientation stratégique. Il approuve le budget annuel, le rapport et les comptes annuels à l'attention de l'assemblée générale.

Secrétariat

Le secrétariat est l'organe exécutif de la SPM Suisse. Il est en contact régulier avec le comité et les membres de la Société. Les organigramme de l'association et du secrétariat peuvent être consultés sur le site Web.

- J'adhère** à la Société pour les peuples menacés en tant que **membre** et je reçois gratuitement la revue *Nouvelles*:
- membre bienfaiteur**, cotisation min. CHF 100.-
 - membre**, cotisation min. CHF 60.-
 - membre non-salarié**, cotisation min. CHF 40.-
 - je veux payer par **LSV ou DD**, envoyez moi svp le formulaire correspondant
- Je souhaite **collaborer** avec la Société pour les peuples menacés:
- Collecte de signatures** dans le cadre de pétitions
 - Travail administratif** (p.ex. envois)
 - Collaboration lors de manifestations**
 - Traductions** (français-allemand; allemand-français)
 - Traductions** (français-anglais; anglais-français)
 - _____
- Je veux faire un **don**, envoyez moi svp un bulletin de versement
- Je m'abonne à la **revue bisannuelle *Nouvelles*** (Abonnement annuel CHF 20.-, frais de port inclus)
- Je m'abonne à la **newsletter électronique gratuite** (préciser votre adresse e-mail au bas de ce formulaire)
- Prénom: _____
- Nom: _____
- Rue: _____
- NPA/Lieu: _____
- Téléphone: _____
- E-Mail: _____



Une voix pour les persécutés.

Société pour les peuples menacés ● Wiesenstrasse 77 ● CH-3014 Berne
 Téléphone: 031 311 90 08 ● Fax: 031 311 90 65 ● E-Mail: info@peuples-menaces.ch
 Internet: www.peuples-menaces.ch ● PC 30-27759-7

V
 société pour
 les **peuples**
 menacés